Un gouvernement qui recule toujours plus sur l'écologie

Depuis plusieurs mois, nous assistons à **une série de reculs préoccupants en matière de politique environnementale**. Zone à faibles émissions (ZFE), loi Duplomb, autoroute A69, objectif Zéro artificialisation nette (ZAN)... autant de dossiers sur lesquels l'ambition écologique a manifestement cédé la place aux pressions économiques et politiques.

La Président de la République ne parvient quant à lui même plus à **maintenir la cohérence de son groupe parlementaire**. De nombreux députés Ensemble pour la République (ex-Renaissance) ont ainsi voté aux côtés de la droite et de l'extrême droite des textes aux conséquences environnementales désastreuses. L'exemple le plus frappant est le soutien apporté à la proposition de loi du sénateur Laurent Duplomb (LR), ancien membre de la FNSEA, qui prévoit notamment **la réintroduction de pesticides interdits**, y compris les néonicotinoïdes, particulièrement toxiques pour les pollinisateurs et aussi connus sous le nom de « *tueurs d'abeilles* ».

Cette dérive s'est également manifestée lors de **l'examen de mar proposition de loi sur la protection des oiseaux**, que nous avons pu suivre dans le cadre de ma campagne Marne citoyenne. Alors que le Président de la République souhaitait faire de grandes annonces lors du Sommet des Nations Unies sur l'Océan qu'on tenait à Nice en mois si, **nous avons assisté à une opération** de communication sans engagement pour nos propres eaux territoriales.

Aucune avancée n'a été obtenue, ni dans la définition de la protection stricte - qui devrait garantir qu'aucune activité extractive ne puisse avoir lieu dans les aires marines protégées concernées - ni dans la lenteur d'objectifs en terme de surfaces et de volumes réellement protégés.

Emmanuel Macron s'est finalement raccroché à l'initiative du président polynésien Moetai Brotherson, qui prévoit de placer près de 3 millions de km2 de zone maritime sous protection minimale, dont 500 000 km2 en protection stricte, interdisant toute activité. Une annonce importante, mais qui ne doit pas masquer l'inaction concernant les zones maritimes métropolitaines. **La gouvernement utilise les Outre-mer comme prétexte pour communiquer,** tout en évitant de toucher aux zones maritimes de l'Hexagone. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 54% des forêts marine métropolitaine sont en mauvais état.

En tant que groupe écologiste, nous avons la responsabilité de maintenir ces enjeux au centre du débat public et de dénoncer systématiquement tout recul sur ces questions. Nous ne sommes pas seuls ! La société civile se mobilise également, avec une détermination croissante.

C'est dans cette alliance entre élures écologistes et citoyennes engagées, solidaires et déterminées que réside notre force. Ensemble, nous gagnerons ces combats pour l'avenir de notre planète.

Mathilde Ollivier

Sénatrice des Français et Français de l'étranger. Vice-présidente de la commission des affaires européennes. Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

FRANÇAISES ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Alors que les alertes se multiplient sur les pensions civiles (comme sur le placement des AESH), le Conseil d'Administration de l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) a été annulé la semaine dernière. **La réalité comme celle-ci vient sur arrive après avoir vigoureusement le budget de l'AEFE** ; c'est ici le modèle même du réseau et des établissements conventionnés qui est mis à mal, tout comme l'engagement de l'État pour une école inclusive. **Nous continuerons à vous informer sur ces évolutions ces prochaines semaines.**

Enseignantes françaises à l'étranger : combler un vide juridique préjudiciable

J'interpelle le Gouvernement pour défendre nos enseignantes à l'étranger

J'ai déposé le 5 juin dernier une question écrite au ministère de l'Éducation nationale pour attirer l'attention sur une situation juridique complexe **qui pénalise les enseignants titulaires du CAPES exerçant dans le réseau des établissements français à l'étranger**.

De nombreux enseignants du réseau AEFE m'ont alertée sur les difficultés qu'ils rencontrent au terme de leur période de disponibilité régulièrement, lorsqu'elle est accordée pour convenance personnelle. Ces personnels, placés en disponibilité par leur académie d'origine pour exercer à l'étranger, sont soumis à **une durée maximale de cinq années consécutives** conformément au Code général de la fonction publique.

A l'expiration de cette période, en l'absence de réintégration en France, une procédure de radiation des cadres peut être engagée. Cette radiation entraîne la perte du statut de fonctionnaire et de fait, selon la pratique administrative actuelle, l'invalidation du concours CAPES, compromettant ainsi la mobilité professionnelle de ces enseignants qualifiés au sein du réseau français à l'étranger.

Lire ma question écrite

Visite de la "De Vinci School" lors de mon déplacement à Atlanta (USA)

Double imposition en Italie

J'interpelle le Gouvernement pour défendre une nouvelle fois les droits de nos retraités à l'étranger

Ayant été saisie par de nombreuses familles, j'ai déposé une question écrite au ministre de l'Économie et des Finances concernant **la situation injuste et préoccupante** que vivent près de 60 000 retraités français résidant en Italie.

En effet, depuis 2021, **nos compatriotes subissent une double imposition de leurs pensions de retraite** en contradiction flagrante avec les accords fiscaux franco-italiens.

Lire ma question écrite

Limitation à 6 ans des détachements AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) : une mesure à suspendre d'urgence

Notre courrier à Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale

Avec mes collègues Mélanie Vogel, Hélène Conway-Mouret, Yan Chantrel et Karim Ben Cheikh, nous avons adressé un courrier à Elisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale **pour solliciter un rendez-vous urgent** sur la limitation à 6 ans des détachements AEFE – Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Notre courrier rappelle à la ministre le vide de la résolution de l'Assemblée des Français de l'étranger (27 voix pour, 2 contre) en mars demandant **la suspension de cette mesure qui impactera le réseau dès septembre 2025**, et fait suite à nos précédentes démarches avec Mélanie Vogel, notre trésorier, notre pétition et notre courrier adressé à Laurent Saint-Martin.

Issue d'une politique mise en place en 2019, **cette mesure aggrave la crise de recrutement et fragilise nos établissements à l'étranger**, à rebours des objectifs affichés. La ministre débéqué à nécessment semblé évoluer sur sa position, en particulier face à l'absence d'évaluation du coût réel pour l'AEFE. Il est temps d'obtenir des engagements concrets !

Lire notre courrier

DERNIÈRES ACTUALITÉS

Jeux Olympiques et Paralympiques 2030 : à quel prix ?

Expropriations facilitées, dispositions ultra sécuritaires, dérogations aux règles patrimoniales et environnementales...

Le 24 juin, nous avons étudié au Sénat le projet de loi relatif aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2030 qui avaient lieu dans les Alpes françaises. Avec le groupe Ecologiste Solidarité et Territoires, nous avons exprimé **nos vives inquiétudes face aux impacts humains, environnementaux, sociaux et financiers de ce projet.**

Parmi les dispositions les plus préoccupantes : déploiement de la vidéosurveillance algorithmique, automation d'artificialisation des sols y compris dans des zones protégées, suppression de la garantie financières des deux régions (Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur) qui ont pourtant décidé, seules, d'engager l'ensemble du pays dans ce projet.

Jusqu'où ira-t-on, et surtout, à quel prix ?

Une école inclusive pour les enfants en situation de handicap et aux besoins particuliers

Nous devons aller plus loin !

En 2024, **25% des enfants en situation de handicap ne sont toujours pas scolarisés**. La proposition de loi discutée le 19 juin au Sénat n'a pas répondu pas aux enjeux.

Les **AESH**, acteurs essentiels du parcours scolaires des enfants en situation de handicap, ne sont même pas évoqués, alors que leur rémunération et leurs moyens sont régulièrement insuffisants à l'heure actuelle.

Il est plus que temps que **l'État leur reconnaisse un véritable statut**, à la hauteur de leur engagement.

Gestion et financement du sport professionnel : réguler pour mieux contrôler

Un déficit estimé à plus de 1,2 milliards d'euros pour les clubs de foot de Ligue 1 et Ligue 2

Le 10 juin au Sénat, nous avons examiné la proposition de loi « Organisation, gestion et financement du sport professionnel ». Un texte qui est avant tout une réponse aux errements et aux dérives de gouvernance de la Ligue de football professionnel : opacité des décisions, enrichissement excessif de certains dirigeants, gestion financière hasardeuse.

Les clubs vivent au-dessus de leurs moyens, tandis que les recettes des droits TV - avec des abonnements de plus en plus élevés pour les téléspectateurs - sont en fort déclin.

Mes déplacements ... au Vietnam, Laos et Sénégal

29 mai au 1 juin I Sénégal

Fin mai, je me suis rendue au **Printemps de l'Français du Monde ADFE au Sénégal**. l'occasion de rendre compte de nos actions parlementaires pour les Français et Françaises de l'étranger. Des ateliers ont été organisés sur des principaux enjeux de la circonscription, notamment autour des enjeux d'aides sociales, d'handicap, du réseau AEFE, de sécurité et d'écologie. De très belles rencontres et des échanges riches – tirant et mentir à toutes celles et ceux qui ont rendu cet événement possible !

J'ai profité de ce déplacement au Sénégal pour **rencontrer Beye Safa Mar, président de l'Alliance des écologistes du Sénégal**.

Enfin, sur le sujet de la protection des oceans, **je suis allée à la rencontre de l'association Surfrider Sénégal** qui travaille sur la qualité de l'eau, la sensibilisation des jeunes et des surfeurs, un plastique fort contre la pollution et pour l'assainissement des cités sénégalaises.

Lire le compte-rendu du déplacement

9 au 13 mai I Vietnam et Laos

Le mois dernier, je me suis également rendue à Ho-Chi-Minh, à l'invitation de l'**association Français du Monde** (FDM-ADFE) au Vietnam, et de son président Jaime Peypoch, également membre du Bureau national.

Engagement du secteur privé dans la **transition écologique, santé, handicap, et école inclusive à l'étranger, service public** et ouvrier au réseau du FDM ; représentation consulaire et nationale des Français de l'étranger : autant de sujets abordés avec les membres, conseillères et conseillères sénatriices et sénatrices présents lors de ces deux journées.

Puis, **départ pour Vientiane, au Laos**, où je rencontré Mme l'Ambassadrice Sin-Leng CHHUOR ainsi que son équipe de la chancellerie et du Consulat.

Au Laos, **la communauté Française d'environ 2000 personnes** se concentre principalement à Vientiane, avec des petites communautés à Luang Prapang et dans les principaux pôles touristiques du Laos. Soulevés par l'aide au développement, notamment de la part des États-Unis, l'évolution socio-économique du Laos pour les années à venir s'annonce incertaine.

Lire le compte-rendu du Vietnam

Lire le compte-rendu du Laos

DANS LA PRESSE

Tribune : Retraités français en Nouvelle-Zélande, une situation à déboucher d'urgence | Le Petit Journal

JO 2030 : le Sénat adopte un projet de loi visant à faciliter les préparatifs des Jeux d'hiver dans les Alpes | Le Monde

Les macronistes rejettent une proposition de loi sur les aires marines protégées | Reporterre

Oceans : Faire face à l'explosion de la pollution plastique | Public Sénat

Cliquez ici pour nous désinscrire

Mathilde Ollivier
Sénatrice des Français et Français de l'étranger
15 rue de Vaugirard, 75291 Paris Cedex 06